



Les  
Producteurs  
de lait  
du Québec

## Communiqué de presse

### **ALENA : Finies les concessions dans la gestion de l'offre!**

Québec, le 11 avril 2018 – Les Producteurs de lait du Québec s'inquiètent pour l'avenir des 5 300 fermes familiales et les 83 000 emplois générés par la production laitière, alors que les négociations de l'ALENA s'intensifient. « **La menace constante de nouvelles concessions de marchés - qui plane sur nos fermes et nos familles, nos investissements financiers et humains – doit arrêter. Le secteur laitier a assez servi de monnaie d'échange dans les accords commerciaux. C'est assez!** » s'est insurgé le président des Producteurs de lait du Québec, Bruno Letendre, en assemblée générale annuelle.

Le Canada doit demeurer très ferme dans l'objectif qu'il s'est donné au tout début des négociations : celui de maintenir l'exception qui préserve la gestion de l'offre dans l'accord. « **À ce jour, le Canada rejette fermement la demande américaine d'abolir notre politique agricole. Leur propre politique agricole, le Farm Bill de 1 000 milliards de dollars, qui subventionne directement ou indirectement leurs agriculteurs n'est pas sur la table de négociations. Rien ne justifie que la nôtre le soit!** » a rappelé M. Letendre.

« **Les bottines devront suivre les babines jusqu'à la fin des négociations. Le Canada doit refuser d'accorder tout accès supplémentaire à notre marché dans l'ALENA, mais aussi dans les traités à venir, à commencer par celui avec les pays du Mercosur** » a ajouté le président.

Rappelons également que la gestion de l'offre et l'ALENA actuel n'empêchent pas le commerce du lait entre les deux voisins. Responsables des trois quarts des quelque 200 000 tonnes de produits laitiers importés au Canada, les États-Unis sont le premier pays exportateur de produits laitiers au Canada. La demande américaine d'abolir la gestion de l'offre n'est donc aucunement justifiée, pas plus que ne le seraient des concessions de marchés, en considérant la balance commerciale hautement avantageuse pour les États-Unis.

Récemment, les producteurs laitiers ont été les grands perdants de l'Accord économique et commercial global et du Partenariat transpacifique global et progressiste. Le gouvernement canadien a fait des concessions représentant, à terme, des pertes annuelles de 260 millions de dollars pour les producteurs de lait canadiens.

Ce n'est pas vers l'ALENA que les États-Unis doivent se tourner pour trouver des débouchés à leur surproduction laitière. « **Si les États-Unis veulent plus d'accès à notre marché, qu'ils réintègrent le PTPGP!** » a affirmé Bruno Letendre. Les concessions dans le marché laitier canadien avaient été consenties dans le nouveau Partenariat transpacifique à leur demande.

### **Nouvelle politique d'étiquetage : Exemptez les produits laitiers!**

La future politique d'étiquetage des aliments du gouvernement fédéral contenant plus de 15 % de la teneur quotidienne en sel, sucre ou gras est un autre enjeu pour les 11 500 producteurs laitiers de la province.

Si Santé Canada ne revoit pas sa réglementation, des produits laitiers, comme le yogourt et le fromage, deviendraient d'innocentes victimes de cette chasse aux sorcières nutritionnelles, tandis que plusieurs variétés de boissons gazeuses et de croustilles échapperaient à la politique.

Les produits laitiers contiennent 16 éléments nutritifs essentiels à une bonne santé. Le gouvernement doit admettre cette évidence et éviter de mettre en œuvre une politique qui sèmera la confusion chez les consommateurs quant à la valeur nutritive globale des aliments.

Dans les dernières années, la littérature scientifique a conclu de manière non équivoque que le gras laitier n'est pas dommageable pour la santé. Les produits laitiers peuvent même contribuer à réduire les risques de certaines maladies du cœur, d'hypertension, d'accident cardiovasculaire cérébral et joueraient un rôle dans la prévention du cancer de type 2 et du cancer colorectal.

Santé Canada a admis ces faits<sup>1</sup> dans les données probantes à la base de ses recommandations. L'organisme de réglementation a d'ailleurs indiqué que le lait entier sera exempté de l'étiquetage. **« Pourquoi Santé Canada voudrait-il que les autres produits laitiers, qui sont tout aussi riches en nutriments que le lait, soient étiquetés comme malsains, sur le seul motif qu'ils ne répondent pas à des teneurs spécifiques maximales de certains ingrédients? »** a soulevé Bruno Letendre.

**« La future réglementation d'étiquetage sur le devant des aliments est une approche non holistique qui manque de jugement, d'équilibre et de nuance »** a accusé le président. Il en appelle au gros bon sens du gouvernement pour repenser son projet de loi. **« Le gouvernement doit évaluer les aliments dans leur globalité nutritionnelle, en considérant les plus récentes données scientifiques »** a-t-il affirmé.

<sup>1</sup> Santé Canada, Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires, Rapport technique, 2015.

## **À propos des Producteurs de lait du Québec**

Les Producteurs de lait du Québec, affiliés à l'UPA, représentent les 5 308 fermes laitières qui livrent quelque 3,3 milliards de litres de lait, dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de 2,58 milliards de dollars. La production et la transformation laitière génèrent au Québec quelque 83 000 emplois directs, indirects et induits et contribuent à hauteur de 6,2 milliards de dollars au produit intérieur brut. Finalement, elles entraînent des retombées fiscales de 1,3 milliard de dollars. Pour plus de renseignements, visitez notre site web à l'adresse [www.lait.org](http://www.lait.org) ou suivez-nous sur [Twitter](#).

- 30 -

Information :

François Dumontier  
Directeur adjoint, relations publiques et gouvernementales  
Tél. : 450 679-0530, poste 8704  
Cell. : 514 713-0530  
[www.lait.org](http://www.lait.org)